

LA MAUVAISE HERBE

Qu'est ce qu'une mauvaise herbe sinon une plante dont on n'a pas encore découvert les vertus ?

Numéro 1 - 2^e semestre 2015 - 3 €

La lutte continue !

COLLÈGE(S) :
ARNAQUES ET RÊVES

RYTHMES SCOLAIRES :
UNE RÉFORME LIBÉRALE

PÉDAGOGIES FÉMINISTES

Revue de la fédération CNT des travailleuses et travailleurs de l'éducation

SOMMAIRE

Une nouvelle revue pour quoi faire ?	3
REP+, en grève contre la grande arnaque	4
Politique libérale et éducation réactionnaire : la réforme des rythmes scolaires, un cas d'école	6
L'école au rapport	10
Le collège de mes rêves, premier épisode	12
Affiche détachable réforme des collèges	14
Petit hommage à Alexandre Grothendieck	16
École Bricabrac : appel à soutien !	17
Aperçu des rencontres de pédagogie féministe en non-mixité	18
Le sifflet enroué : Sport, jeu ou activité physique ?	20
En avant la zizique : achronique punke	22
Chronique de l'éducagogue : lecture paresseuse de Zio Aldo	24
Notes de lecture / Films	25
Les titres auxquels vous avez échappé	27
Palmes académiques	27

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Abonnement pour :

4n° - 12€

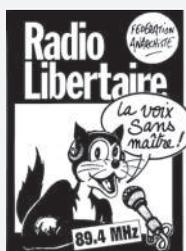
6n° - 18€

...

Nombre de n°... X 3€ = ...

Plus soutien : ...

Bulletin à découper et envoyer à :
CNT-FTE, 33 rue des Vignoles, 75020
Paris



Radio libertaria

- Retrouvez la CNT éducation en Région Parisienne sur Radio libertaire 89.4, ou sur le site <http://media.radio-libertaire.org/> (écoute directe et podcast)
- Deuxième mardi du mois de 20h30 à 22h30



Directrice de la publication : Brigitte Boada.

Comité de rédaction : Fédération CNT des travailleuses et travailleurs de l'éducation.

Ont participé à ce numéro : Mailys, Nathalie Astolfi, Alain Dervin, Pascal Moncey, Marc, Franck, Didier, Élise, Léo, Grouchos, Soupunk, Zio Aldo. **Maquette :** Mailys, Pierre, Pascal. **Imprimeur :** Scopie (Toulouse)

Fédération CNT des travailleuses et travailleurs de l'éducation :
www.cnt-f.org/fte - mail : fede-educ@cnt-f.org - 07 82 14 98 31

UNE NOUVELLE REVUE POUR QUOI FAIRE ?

En avril, réunis en congrès extraordinaire à Paris, les syndicats CNT de l'éducation ont voté à une très large majorité l'autonomie de la revue *N'Autre École*. Depuis treize années, *N'Autre École* était la revue de la fédération. À ce titre, les membres du comité de rédaction étaient mandaté-e-s en congrès. Le comité de rédaction de *N'Autre École* était composé de mandaté-e-s de la CNT mais aussi, depuis 2004, de camarades d'autres horizons. Ils et elles ont voulu s'émanciper de la CNT. C'est fait.

Pour autant, nous avons voulu poursuivre l'aventure. Nos exigences sont les mêmes : un espace dédié à nos idées et à nos pratiques. Contre la parole experte et pour le partage du pouvoir de l'écrit.

Plus que jamais, nous voulons une revue qui affirme ces choix. Qu'elle soit un outil de propagande pour les pratiques émancipatrices et égalitaires. Un outil pour penser collectivement nos réalités partagées.

Le dire et le faire dans un même élan. En essayant de rester au plus près de nos utopies, y compris dans leurs aspects les moins visibles pour les lectrices et les lecteurs. Les mandats tournent à la CNT. Il n'y a pas de permanent-e-s, de détaché-e-s, de spécialistes, d'expert-e-s en quoi que ce soit. Ce n'est pas toujours facile à faire vivre, à assumer collectivement et ce d'une manière autogestionnaire. Mais ce sont nos choix politiques : toutes capables, tous susceptibles d'assurer une tâche. Nous voulons prendre le temps nécessaire pour que chacun-e puisse trouver sa place.

Cette revue sera un complément à nos tracts, bulletins locaux, site, *Classes en lutte* (notre mensuel électronique). Si elle est un

lieu d'expression privilégié pour les adhérent-e-s et les syndicats de la fédération des travailleuses et travailleurs de l'éducation, nous souhaitons aussi ouvrir ses pages aux écrits des syndicats d'autres branches professionnelles, ainsi qu'à des contributions extérieures à la CNT.

Nous ne souhaitons pas nous aliéner aux contraintes éditoriales : rythme de parution, pagination. Un, deux, trois numéros par an.

Évidemment, nous tiendrons compte de ces éléments pour nos abonné-e-s.

Dans un paysage syndical totalement englouti dans la concurrence et la co-gestion, dans l'expertise et le métier de délégué-e-s, nous avons à cœur

de faire vivre un autre syndicalisme, sans experte ni leader. Sans spécialiste ni porte-parole. Pour un partage le plus large des richesses de la pensée, de l'écrit et des pratiques.

Contre un système éducatif basé sur l'autoritarisme, la hiérarchisation des savoirs et des rapports sociaux, la soumission des individus, changeons l'école, changeons le monde ! Partageons le pouvoir pour ne pas le prendre ni le laisser à d'autres !

Ce premier numéro tout beau, tout neuf que vous tenez entre les mains aborde différents sujets qui nous tiennent à cœur. Dans leur diversité, ils relèvent tous de notre combat pour une éducation plus juste, plus libre et plus respectueuse des enfants, comme des travailleuses et des travailleurs. Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du système éducatif, les voies de cette lutte sont multiples. La mauvaise graine de la contestation de l'ordre injuste et dominateur s'insinue partout. Nous nous en faisons l'écho ici.

Un outil de propagande pour les pratiques émancipatrices et égalitaires.



REP+ : EN GRÈVE CONTRE LA GRANDE ARNAQUE !

Il était une fois, un collège de la banlieue toulousaine, le collège Bellefontaine, qui venait d'être labellisé établissement préfigurateur REP+. Les personnels de cet établissement scolaire, tout comme les parents d'élèves et leurs enfants attendaient avec impatience l'arrivée des moyens supplémentaires promis par l'État aux 102 réseaux d'éducation prioritaires préfigurateurs, mais ils ne voyaient rien venir...

Pour essayer de faire accélérer les choses, une grève reconductible massive (75% des personnels du collège) fut déclenchée à la fin du mois de novembre. Le principal, loin de soutenir son équipe dans son combat légitime, laissa libre cours à son autoritarisme et se sentant menacé par cette équipe de personnels rebelles en alerta sa hiérarchie. Cette dernière prit sous son aile ce pauvre petit chef en mal de pouvoir et le soutint becs et ongles face aux méchants grévistes. C'est ici que la machine s'emballa ! L'autorité académique refuse de prendre en considération le point de vue plus que légitime des personnels du collège Bellefontaine, malgré leurs demandes de dialogue et préfère les stigmatiser en les traitant de semeurs de troubles hystériques ! Un chef d'établissement peut donc abuser totalement de sa position pour sanctionner des personnels qui ne réclament qu'un dû émanant du ministère de l'éducation nationale ! Le pouvoir accru du chef d'établissement est effectivement prévu dans la nouvelle réforme du collège, cet exemple « préfigurateur » en dit long et fait peur...

La lutte continue et la solidarité face à la connerie du petit chef se met en place. Une enseignante est mise à pied début avril et menacée de mesures disciplinaires puis 5 enseignants, sur plus de 40 investis, seront « punis », en recevant le 22 mai un huissier à domicile pour leur signifier leur prochaine mutation « dans l'intérêt du service » et leurs prochaines procédures disciplinaires pour manque de loyauté et manque de courtoisie ! Il ne s'agit évidemment que de répression d'un mouvement de grève pour servir d'exemple aux suivants... Aucun n'ayant été entendu par la rectrice avant ce jour !

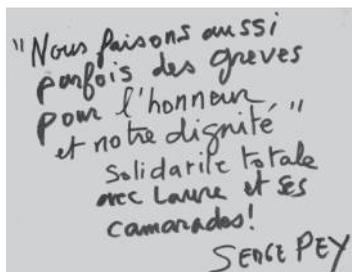
Pourquoi cet acharnement ? Quelles qu'en soient les raisons, regardant les problématiques soulevées par les vilains rebelles, les hiérarques n'ont pas retrouvé la violence des dénonciations du pauvre petit chef harcelé et qu'ils lui ont gentiment demandé de changer d'établissement à la rentrée prochaine... Même si, comme le certifie la rectrice, il aurait demandé lui-même sa mutation, un principal ne part pas seul ! C'est donc six enseignants qui devront partir de Bellefontaine ! Lorsque des gens hauts

placés se trompent, il ne s'agit surtout pas de reconnaître leurs torts mais d'avancer tête haute, les deux pieds dans la merde, en éclaboussant tout le monde autour !

La lutte continue malgré la fin de l'année scolaire et le départ en vacances de certains. Ainsi, une des enseignantes entre en grève de la faim le 22 juin. Il lui faudra attendre 26 jours (cf photo de une) pour finalement être réintégrée dans son collège mais uniquement elle parmi les six !

Ils auront réussi à diviser pour mieux régner, l'équipe est éclatée, une enseignante est





sanctionnée et mutée d'office. Quatre enseignants sont mutés « dans l'intérêt du service » bien que leur dossier administratif soit totalement vidé des rapports du chef d'établissement et des

inspecteurs et qu'ils n'aient aucune procédure disciplinaire ! Mais gare à ceux qui voudraient porter plainte au Tribunal Administratif, la rectrice promet qu'elle relancera ses demandes de sanction s'ils s'amusaient à ça !

Et les moyens supplémentaires auxquels le collège a droit dans tout ça ? Tout le monde regarde mais ne voit rien venir...

Maïlys

CNT éducation 31

REP+ C'EST QUOI ?

Après une phase de préfiguration, la refondation de l'éducation prioritaire entrera en vigueur à la rentrée 2015 sur l'ensemble des réseaux REP et REP+. 102 établissements dont Bellefontaine devaient avoir ces moyens à la rentrée 2014.

« L'exigence de justice est au cœur de la refondation de l'éducation prioritaire. »

Axe 1 : des élèves accompagnés dans leurs apprentissages et dans la construction de leur parcours scolaire

Axe 2 : des équipes éducatives formées, stables et soutenues

Axe 3 : un cadre propice aux apprentissages

Bref encore de la poudre aux yeux, des écrits et des promesses qui ne sont jamais suivis d'effet !

RÉPRESSION À L'ÉDUCATION NATIONALE : NE JAMAIS SORTIR DU RANG

Chaque année, le même scénario se répète : des enseignant.e.s sont réprimé.e.s pour leurs pratiques pédagogiques ou syndicales.

Que le ministère soit issu d'un gouvernement de gauche ou de droite ne change rien. L'équipe du collège Bellefontaine en a encore fait les frais (voir-ci-contre).

Cette posture est d'ailleurs une constante. Jean-François Chazeran, professeur de philosophie à Poitiers, soutenu par sa hiérarchie directe, fut muté d'office en mars dernier pour cause de débats philo avec ses élèves au lendemain des tueries de janvier. Débats que le ministère appelait de ses vœux.

Freinet en fit les frais aussi. Reconnu et soutenu par son supérieur hiérarchique, il fut pourtant muté d'office. À la fois soutenu et sanctionné, c'est le double langage d'une institution qui ne peut se résoudre à renier ses missions d'origine : discipliner le peuple, garantir les institutions et les privilèges de classe.

Dans la mesure où l'immense majorité des enfants

fréquente l'école publique, il est logique que nous nous y engageons pour y faire vivre des pratiques égalitaires, des débats philosophiques, la prise en charge de la vie collective, l'émancipation individuelle. Il est logique que nous continuions de les faire vivre au sein de l'Éducation nationale pour le plus grand nombre, toutes origines sociales confondues.

Et si la répression et les pressions s'exercent, la liberté pédagogique et le refus d'inspection demeurent. Ils sont le témoin des luttes passées et le garant d'un libre arbitre sans lesquels les missions éducatives ne sont plus que de vastes entreprises de dressage.

Si Jules Ferry rêvait d'une école qui marche au pas – et en rangs – c'est que l'ordre social est menacé dès lors qu'on sort des clous du prêt à penser. Cent ans plus tard, rien n'a changé.

FÉDÉRATION CNT ÉDUCATION



POLITIQUE LIBÉRALE ET ÉDUCATION RÉACTIONNAIRE : LA RÉFORME DES RYTHMES SCOLAIRES, UN CAS D'ÉCOLE

En juin dernier, le ministère publiait un « bilan d'étape » après une année où toutes les écoles maternelles et élémentaires françaises ont fonctionné sur le modèle de quatre jours et demi de classe par semaine. Si pour de nombreuses communes l'organisation des activités périscolaires s'est avérée compliquée, ce bilan ne donne aucune indication sur l'essentiel de la réforme, à savoir l'impact – positif ou négatif – des nouveaux rythmes sur les apprentissages des enfants.

En effet, le but affiché du gouvernement était d'adapter les temps d'enseignements aux phases de concentration des enfants. Or il était « trop tôt pour [le] mesurer scientifiquement », selon le ministère, qui assure néanmoins que deux études sur le sujet seront organisées au cours de cette année scolaire 2015-2016.

Voici donc un bilan de cette réforme par celles et ceux qui la subissent sur le terrain, sans attendre l'avis des experts ni les études scientifiques...

LA PRÉCARITÉ RESTE LA NORME POUR UNE ÉCRASANTE MAJORITÉ DE CONTRACTUELS

Des contenus bricolés et très inégalitaires où le sport rivalise à part égale avec les activités culturelles¹. Il n'en faut pas plus pour satisfaire le ministère. Cependant, la qualification promise des animatrices et animateurs n'a pas eu lieu. À Paris, ville phare de la réforme, aux moyens financiers colossaux, les plus chanceux ont pu passer le BAFA. Mais la précarité reste la norme, avec une majorité écrasante de contractuels, même après 6 ou 7 ans de contrats reconduits année après année, voire même tous les trois mois, innovation de l'ère Hidalgo.

Le ministère s'enorgueillit par ailleurs d'avoir multiplié les diplômes tels que « musicien intervenant » par exemple³. Mais sur le terrain, les quelques animatrices et animateurs qui en bénéficient, ne postulent pas aux postes d'ARE

(Aménagement des rythmes éducatifs), ou en démissionnent vite, car elles et ils ont à souffrir de conditions de travail toujours aussi insensées : préaux d'école, cours de récré et même hall d'entrée ! Si les plus chanceux ont accès aux salles de classe, ces dernières offrent un mobilier inadapté, un espace encombré et peu ou pas d'espace de rangement. Les animateurs-trices trimballent donc à chaque séance leur matériel dans des caisses... Une insuffisance structurelle des locaux que la réforme a aggravée.



Ainsi le ministère feint de ne pas voir l'ampleur des dégâts causés par la mise en œuvre à moyens constants de sa réforme⁴. Pour autant, d'autres catégories de personnels sont malmenées, comme les AVS (Auxiliaires de vie scolaire), ou les EVS (Emplois vie scolaire), les personnels affectés à l'accueil des enfants handicapés dans les classes et les activités périscolaires. Ces personnels ont des contrats extrêmement précaires, sans statut, sans garantie d'emploi ni de formation ou à peine quelques heures de regroupement dans l'année. Or ils effectuent un travail indispensable et à priori pérenne. Et rien d'autre qu'un « appui de la CNAF » n'est prévu pour mettre fin à ces contrats de travail profondément rétrogrades.

DES INÉGALITÉS DE TERRITOIRE AGGRAVÉES

« On n'est pas dans la qualité promise au début de la réforme, estime Cédric Szabo, de l'Association des maires ruraux. Il y a une inégalité des ressources des



viles alors qu'elles doivent toutes relever le même défi⁵. » Ainsi, nombre de communes ont fait appel à des bénévoles, parfois retraités, pour prendre en charge ces activités périscolaires. Elles devaient apporter des contenus qualitatifs et rétablir « l'égalité des chances ». Mais après une année de fonctionnement, ce bricolage avec les – pauvres – moyens du bord perdure. L'égalité des chances reste essentiellement liée aux origines sociales et géographiques des élèves. Après la réforme, rien ne change : mieux vaut être riche et citadin que pauvre et rural.

Pire, le ministère indique que 50% des communes vont finalement faire payer les trois heures d'activités périscolaires mises en place dans le cadre de sa réforme. Ainsi, par manque d'argent, certains maires se sont résignés à demander une participation financière aux familles. Avec la réforme les inégalités de territoire se sont aggravées.

PERSONNELS DE SERVICE : TRAVAILLER PLUS ET GAGNER MOINS

Le bilan d'étape du ministère n'en parle pas, pourtant sans les personnels TOS (personnels techniciens, ouvriers et de service), les écoles ne tourneraient pas. Avec la réforme, leurs conditions de travail se sont dégradées. La sur-occupation des locaux a entraîné une augmentation du rythme de

ménage – les salles de classe sont faites plusieurs fois par jour pour permettre un accueil des groupes qui se succèdent depuis tôt le matin (bien avant 8h30) ⇨

(1) « L'examen des 14 000 premiers PEDT² fait apparaître que les activités mises en place sont réellement diversifiées : 77% mettent en œuvre des activités artistiques et culturelles ; 75 % des activités physiques et sportives » in *Rythmes éducatifs : bilan d'étape*, Lundi 22 juin 2015. Bilan consultable sur le site du ministère.

(2) PEDT : Projet éducatif territorial (initialement le PETI) document établi par les communes qui fixe l'organisation des ARE (Aménagement des rythmes éducatifs). Ce document est transmis au ministère et n'est pas obligatoire mais il conditionne les aides financières.

(3) « L'arrêté du 9 février 2007 fixant les titres et diplômes permettant d'exercer les fonctions d'animation et de direction en séjours de vacances, en accueils sans hébergement et en accueils de scoutisme, a été modifié en 2014 et a intégré 4 nouveaux diplômes dont le Diplôme universitaire de musicien intervenant (Dumi). Un projet d'intégration de diplômes de l'enseignement supérieur est également en cours (master éducation, master métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation, certaines licences professionnelles dans le domaine de l'animation). » in *Rythmes éducatifs : bilan d'étape*, Lundi 22 juin 2015 sur le site du ministère.

(4) « Avec l'appui du fonds "publics et territoires" de la CNAF et la mise à disposition facilitée des accompagnants d'élèves en situation de handicap employés par le ministère chargé de l'Éducation nationale, les collectivités sont soutenues pour améliorer l'accès de leurs activités périscolaires aux enfants en situation de handicap. » in *Rythmes éducatifs : bilan d'étape*, Lundi 22 juin 2015 sur le site du ministère.

(5) « L'école n'en finit pas de changer ses rythmes » par Christel Brigaudeau in *Le Parisien* du 22 juin 2015.



⇒ jusqu'à parfois tard le soir (au-delà de 21h30). Sans compter que des locaux plus utilisés sont par conséquent plus sales. Et il n'y a pas que les salles qui le sont, il y a aussi les halls, les toilettes, les couloirs, les salles des maîtres... Aucune embauche d'agents supplémentaires n'a été planifiée. Ce sont les mêmes agents qui travaillent plus, dans des conditions dégradées. Parfois aussi, les municipalités font appel à des entreprises privées et il n'est pas rare que ces employé-e-s, de statut privé et précaire, se déplacent le samedi matin. Ce sont alors les gardien-ne-s d'écoles qui sont mis-e-s à contribution sans contrepartie ou dans des proportions dérisoires.

LES ENSEIGNANT-E-S MIS-E-S AU PAS

Décrétés « priorité nationale » dans les promesses de campagne du candidat Hollande, les enseignants n'ont pas été déçus ! La réforme les a frappés de plein fouet, dégradant leurs conditions de travail en supprimant la « pause » du milieu de semaine. Pour pallier à cette difficulté, les demandes de temps partiels ont explosé, contraignant les enseignants du primaire à auto-réduire leur salaire et auto-rallonger leur durée de cotisation pour la retraite. Autant de régressions sociales qui touchent une profession quasi exclusivement féminine ; l'égalité salariale pourra encore attendre.

Concernant la prise en compte des nouveaux rythmes, les préconisations ministérielles sont pauvres : adapter les emplois du temps à la nouvelle

matinée de classe et être attentifs aux siestes en maternelle tout en préservant les après-midis de travail... Une approche bien lapidaire pour une réforme qui se voulait de fond.

Par ailleurs, la possibilité de préparer sa classe, d'aménager un environnement propice aux apprentissages sont devenus difficiles. La réforme, en chassant les enseignant-e-s de leur classe sitôt l'école finie, en forçant un rangement quasi permanent des réalisations, ou encore en ne garantissant pas la préservation du matériel mis à disposition pour cause d'occupation partagée, décourage les éventuelles velléités de pratiquer des pédagogies nouvelles, celles qui favorisent les expérimentations. Celles qui présupposent que « la réalité des rapports de l'homme au monde commence par les rapports de l'homme aux objets, de l'homme aux choses, de l'homme à la nature qui l'entoure »⁶ et que le travail de l'enseignant c'est aussi d'aménager la classe pour favoriser les expérimentations, les tâtonnements et l'autonomie des élèves. À l'inverse, sont privilégiées les pratiques réactionnaires, celles qui compilent les photocopies et remplissent les cahiers – qu'on pourra facilement sortir de la classe pour les corriger ailleurs...Triste constat pour une réforme phare d'un gouvernement qui se permet dans le même temps de promouvoir « l'Éducation nouvelle » dans ses nouveaux programmes pour l'école maternelle. Mais le ministère ne semble pas à une contradiction près

et ne se préoccupe que peu des réalités de terrain ; les impératifs de communication et d'économie semblent avoir triomphé des considérations éducatives...

DU CÔTÉ DES ENFANTS

Les élèves sont toujours aussi fatigués par une semaine devenue continue. Et ironie du sort – ou du politicien – ils ont eu à subir un calendrier particulièrement mal rythmé l'année dernière : un troisième trimestre de 8 à 10 semaines d'école selon les zones... Un vrai fiasco qui tourne à la provocation.

Mais ce que le ministère ne dit pas et les experts tairont, c'est l'aggravation des conditions d'apprentissage





des élèves et le renforcement des inégalités scolaires. En effet « c'est un facteur de liberté que de savoir le sens que l'on doit donner au travail, de même qu'il faut savoir le sens que l'on doit donner aux choses sur lesquelles on agit, aux choses que l'on produit »⁶. Cette réforme renforce la prise en charge effrénée des enfants par un grand nombre de professionnels différents et successifs. Le contenu des activités – scolaires et périscolaires – est systématiquement pensé et mis en œuvre par les adultes. Lesquels, soumis à des évaluations en bonne et due forme, sont tenus de réaliser leurs objectifs... Mais le sens de ces activités n'est jamais interrogé ni élaboré collectivement avec les enfants qui ont de moins en moins d'espace et de temps pour disposer de leur vie. On leur demande au contraire d'enchaîner, sans qu'ils n'en soient jamais à l'initiative, un nombre croissant d'activités. Dans l'esprit de nombreux adultes, parents, animateurs-trices et enseignant-e-s confondus, ce stakhanovisme occupationnel agit comme autant de preuves d'une journée bien remplie, comme autant de garanties de trouver un boulot, qui plus est bien payé, dans un avenir aussi lointain qu'hypothétique !

Or « l'enfant n'est pas un vase qu'on remplit mais un feu qu'on allume »⁷. Penser, rêver, imaginer, rire sont des fonctions vitales. Elles sont totalement évacuées par cette réforme.

Pour finir, si « la station debout chez l'homme a permis d'une part la libération de la main pour une action sur le monde, d'autre part le développement

du cerveau dans sa partie antérieure laquelle supporte justement les centres qui vont jouer un rôle fondamental dans le développement de l'intelligence »⁶, il est urgent de réintégrer au cœur de la classe et de l'école, les activités culturelles, artistiques et physiques. Réduire les inégalités scolaires, c'est en finir avec la hiérarchisation des savoirs et prendre enfin en compte le fait que l'homme développe son intelligence à partir de son expérience vécue. Et non pas en rabâchant des formules de cours apprises par cœur.

L'INÉGALITÉ SCOLAIRE, PROBLÈME DE RYTHME OU DE VALEURS ?

Les moyens colossaux dépensés pour la mise en œuvre de cette réforme libérale servent à renforcer l'élitisme et la sélection sociale. On n'ose imaginer ce que ces fonds auraient pu engendrer s'ils avaient servi à la co-intervention d'artistes dans les classes ou à la construction de centres de loisirs, l'augmentation des places dans les conservatoires ou le développement des activités artistiques et culturelles de plain-pied dans l'école et non pas à côté ou en dehors.

L'échec scolaire n'est pas tant un problème de rythme qu'une autre manière d'envisager l'acte d'apprendre, sans hiérarchie entre les matières, entre les intervenants, les enseignés et les enseignants, la place de l'école et les structures de loisirs. Car il faut se souvenir que « dans la mesure où notre société, la société capitaliste, a fait de la force de travail une valeur marchande, la notion même de travail humain a été gravement déviée de son sens premier, de son sens de facteur d'autonomie, de liberté »⁶.

La réforme des rythmes, loin de redonner son sens premier à la notion de travail, l'assujettit plus sûrement aux valeurs capitalistes. Elle ne peut qu'aggraver les inégalités sociales et les échecs scolaires. Elle doit continuer d'être dénoncée et combattue avec tous les acteurs de l'éducation, parents compris, qui revendiquent une école moins élitiste et une société plus juste.

NATHALIE ASTOLFI

Professeure des Écoles, syndiquée à la CNT STE75

(6) « L'Agir » de Tony Lainé in *Vers l'éducation nouvelle* n°276, publication des CEMEA (Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active).

(7) Citation de Michel de Montaigne



L'ÉCOLE AU RAPPORT

La publication du document de travail dirigé par Jean-Paul Delahaye « Grande pauvreté et réussite scolaire » nous donne à lire une radiographie actualisée du système scolaire français.

L'école française est la championne du tri social ; et quand plus d'un million d'enfants, soit 1 sur 10 sont des enfants de familles pauvres, soit les premières victimes de cette sélection, cela interroge.

En juillet 2014, le ministère commande donc un rapport à Jean-Paul Delahaye ancien conseiller de Vincent Peillon et ancien directeur de l'enseignement scolaire. Remis en mai dernier, son rapport suggère « 68 préconisations ».

Le constat est sans appel : « La France, 6^e puissance économique mondiale (...) est l'un des pays dans lesquels l'origine sociale pèse le plus sur les destins scolaires ». Mais, ajoute le rapporteur quelques lignes plus loin : « Grâce aux acteurs de terrain et à la recherche, les principes d'organisation et de fonctionnement de l'école plus favorables que d'autres à la réussite de tous sont perçus relativement clairement et depuis longtemps. »

Cette connaissance ancienne de la situation n'est explicitement avouée qu'à la fin du rapport. Dans les dernières pages, Delahaye rappelle que le recteur Philippe Joutard, en 1992, concluait comme lui, dans un rapport au titre pratiquement identique : *Grande pauvreté et réussite scolaire : changer de regard*.

ILS SAVENT. ILS ÉCRIVENT. ILS PRÉCONISENT.

L'école est faite contre le peuple, contre les pauvres. « 80 % des élèves de SEGPA » sont de milieux défavorisés. Les programmes, les devoirs à la maison, les évaluations ne favorisent guère la réussite des élèves d'origine modeste. La stigmatisation, la

non mixité des établissements sont des facteurs aggravants. On apprend mieux quand on est moins nombreux : « ce qui est essentiel c'est un effectif par classe adapté aux difficultés rencontrées ».

Pour la « réussite de tous les élèves », il faut une « pédagogie explicite ». Quelle que soit la démarche (cours magistral ou autre), il est nécessaire que les élèves savent « ce qu'ils ont à faire », « ce qu'ils vont apprendre » et « les procédures à utiliser pour apprendre ».

« Les principes de fonctionnement pédagogique de

l'école Freinet de Mons-en-Barœul (...) semblent de nature à favoriser la réussite de tous. » (sic - page 106 du rapport).

À plusieurs reprises dans les deux cents pages du rapport, il est écrit que la « solidarité », la « coopération » sont les clefs de la réussite pour tous les élèves, riches ou pauvres. À l'opposé d'une compétition ou « d'une concurrence » néfaste aux apprentissages.

MAIS ILS RESTENT VAGUES SUR LES MOYENS

Du côté des moyens, rythmes et cartes scolaires, Jean-Paul Delahaye

reste un socialiste de pouvoir. Il est tempéré. Il préconise l'embauche de médecins scolaires, infirmières, assistantes sociales. Il voudrait bien des Rased (Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté) complets partout, mais il n'avance aucun chiffre.

« L'organisation de rythmes scolaires respectueux des capacités d'apprentissages des enfants est évidemment une condition essentielle pour la



réussite de tous. »

Il renvoie aux Comités départementaux de l'Éducation nationale (CDEN) le soin de discuter de la disparités des moyens d'une commune à l'autre. En effet, les budgets alloués par les villes aux activités périscolaires peuvent aller, sur une échelle comparative, de 1 à 10.

Mais, le rapporteur n'oublie pas l'objectif de cette école de la réussite pour tous : la maîtrise du « socle commun de connaissances, de compétences et de culture à l'issue de la scolarité obligatoire. ». Une directive européenne qualifiée en son temps de RMI scolaire.

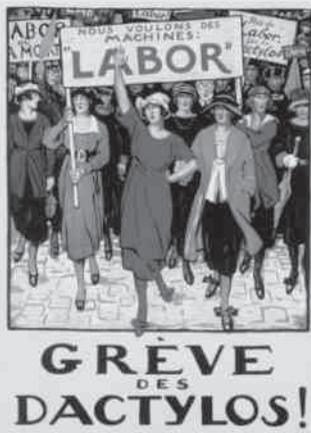
ALAIN DERVIN
CNT éducation 93

Citations et références chiffrées : L'observatoire des inégalités, le rapport Delahaye, L'Assemblée d'ATD-Quart Monde réunie à Montreuil en juin 2015.

QUELQUES CHIFFRES ET AUTRES PROPOS

- 2 millions de personnes vivent aujourd'hui en France avec au maximum 651 euros par mois.
- 700.000 personnes n'ont pas de domicile personnel.
- Scolarisation des enfants de moins de 3 ans. « Il faudrait arriver en 2017 à scolariser 30% d'une classe d'âge » (rapport Delahaye). En Seine-St-Denis, la pourcentage est de 0,8% aujourd'hui. Il était de 22%, il y a dix ans.
- « Le numérique ne sert à rien en lui-même » (page 113, rapport Delahaye)
- « L'école est devenue le seul service public dans certains quartiers. » (rapport Delahaye)

LES NOCES D'OR DE LA FINANCE ET DU POUVOIR



rables que les bêtes d'abattoir. [...] La propriété individuelle s'obstine à vivre malgré ses résultats anti-sociaux, les crimes qu'elle cause de toutes parts,

« N'y a-t-il pas assez longtemps que la finance et le pouvoir font leurs noces d'or à l'avènement de chaque nouveau gouvernement ? C'est depuis toujours, tandis que, lourds et mornes, les jours s'entassent comme le sable sur les foules, plus exploitées, plus misé-

crimes dont la centième partie seulement est connue, l'impossibilité de vivre plus longtemps rivé aux misères éternelles. L'effondrement des sociétés financières, par les vols qu'elles commettent – la danse macabre des banques –, les gaspillages des gouvernements affolés qui se feraient volontiers entourer chacun par une armée pour protéger les représentations propices et les festins des hommes de proie, toutes ces turpitudes sont les derniers grincements de dents qui rient au nez des misérables.

Une seule grève générale pourrait y mettre fin, elle se prépare sans autre meneur que l'instinct de la vie – se révolter ou mourir, pas d'autre alternative. »

Louise Michel, L'indignée, Prise de possession, 1904 (texte probablement écrit à la fin des années 1880), réédité en 2009 par les éditions D'ores et déjà, Paris.



LE COLLÈGE DE MES RÊVES, PREMIER ÉPISODE

Avec dix ans de remplacements à Paris, plus quelques années en poste, j'ai vu des tas de collèges : des grands, des petits, des très réacs, des un peu pédagoges, des calmes, des agités, un bel échantillon sur lequel j'aimerais revenir. À l'heure de la réforme, le sujet est à la mode, profitons-en.

Sujet très vaste, ce collège, qui a le mérite d'être unique, est une véritable entreprise bien huilée de tri social, mais aussi un lieu dont les adultes en devenir ont des souvenirs peu élogieux des injustices qu'ils et elles y ont subies. Qui n'a pas eu d'heure de retenue pour avoir couru dans un couloir ou – hérésie suprême – porté une casquette dans le préau ? Est-ce ainsi que les jeunes doivent être formatés ? Que peut-on garder d'essentiel dans ce collège, que doit-on changer ? Que doit-on apprendre, et surtout comment ? Pour avancer sur ce sujet, il nous faudra plusieurs numéros, il faudra parler de « réforme », mais surtout de révolution !

Premier épisode, premier coup d'œil, la suite dans les prochains numéros... et on attend avec impatience vos contributions. Que l'on fasse une « heure de vie de classe », ou que l'on prenne quelques minutes pour discuter avec nos élèves, et l'on retrouvera des thèmes récurrents : la cantine, les toilettes,

consigne, deux autres se sont lancées l'année suivante sur le même sujet, librement.

LES REVENDICATIONS DES ÉLÈVES

Les résultats sont assez variés, mais on retrouve dans tous les textes des revendications communes : une participation des enfants aux prises de décision, la fin de l'arbitraire professoral, des repas de qualité à la cantine, des journées moins chargées, des droits, du confort en classe, des activités plus ludiques et variées, etc. On trouve même un plan de classe (voir illustration) assez « frontal », mais plutôt original et surtout ne contenant que douze élèves.

Finalement, les élèves demandent la même chose que s'ils venaient de lire la plate-forme de revendications de la fédération CNT des travailleuses et travailleurs de l'éducation : autogestion, confort, diversité dans les apprentissages, classes moins chargées, etc.

COLLÈGE = PRISON

Les collèges étant complètement fermés, souvent par des grilles rappelant les murs des prisons, le point de passage obligé, c'est l'unique porte par laquelle rentrent et sortent tous les élèves. On y fait la queue, on s'y bouscule, on y montre carte blanche (le fameux carnet de correspondance dont on parlera plus loin). Pas idéal pour commencer ou finir une journée calmement et sereinement ! Avec un peu de malchance, cette entrée est surveillée par un-e cerbère qui ajoute à la confusion par ses cris continus et assourdissants.

Vous me direz : « Oui, mais il faut bien surveiller les entrées pour que les enfants soient en sécurité. » Certes. L'argument massue de la sécurité étant sorti, il est plus difficile de chercher à réfléchir et approfondir. Pourtant, j'ai vu un collège en Allemagne (lors d'un séjour chez les correspondants de mes élèves) où le collège était entouré d'une grille d'à peine un mètre de haut, avec



Grille d'un collège de Paris, avec son commissariat.

l'autoritarisme, l'absence de démocratie, les punitions (soit insuffisantes, soit trop nombreuses),...

Lors d'un atelier d'écriture à l'atelier journal de mon collège, une collègue a lancé le thème « Le collège idéal », et quatre élèves s'y sont attelés. Sans

une entrée complètement ouverte d'une bonne dizaine de mètres de large. Ont-ils moins de problèmes de « sécurité » dans la banlieue de Berlin-est ? Pas sûr.

ABATTEZ LES MURS !

L'ouverture du lieu me paraît fondamentale. Rentrer dans un lieu d'enfermement n'est pas propice au travail. On cherche forcément à s'en évader, en pensée ou physiquement. Dans un lieu accueillant, on est bien, et on y vient sans contrainte. Quant aux « menaces extérieures », sont-elles moindres derrière de hauts murs ? Qui n'a pas vu « d'intrusions » dans un établissement hyper-fliqué ? Comme souvent avec ces questions, la « bunkerisation » est une fausse solution... pire que le mal.

Vous risquez de me dire aussi : « Oui, mais (ça commence souvent comme ça) il faut bien que quelqu'un vérifie sur le carnet de correspondance l'emploi du temps et les horaires de chaque élève. » Et là, je reste sans voix. Pourquoi toujours tout vérifier ? Les profs font déjà l'appel à chaque heure de cours, alors pourquoi vérifier si les élèves sont bien à l'heure ? Serait-ce pour éviter qu'ils-elles arrivent en avance ? Il ne faudrait pas qu'ils-elles pensent pouvoir y passer du bon temps ! Et à la sortie, pourquoi vérifier encore le carnet ? Ce flicage génère des tensions complètement inutiles et de la fatigue pour les assistants d'éducation qui ont déjà bien assez de travail ! Et peu importe s'il faut filtrer les sorties pour intercepter les punis qui essaient de sortir en douce, on reparlera des punitions dans un autre numéro !

LA VIE À L'INTÉRIEUR

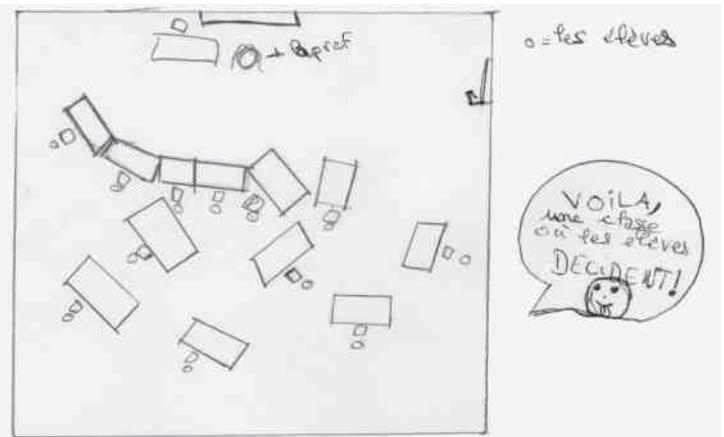
Tout au long de la journée, la vie est rythmée par les interdictions : courir, parler fort dans les couloirs, porter une casquette, manger, mâcher un chewing-gum, se déplacer dans certains espaces, demander quelque chose en salle des profs,... Et pour faire appliquer ces interdictions, il faut beaucoup d'autoritarisme, ce qui encore une fois est épuisant pour les travailleur-euses de l'établissement, et probablement assez inutile.

Dans le collège de Berlin dont je parlais plus haut, par exemple, on a croisé des tas d'élèves parlant et se déplaçant dans les couloirs, avec des casquettes, des hijab (autre sujet sur lequel il faudra revenir!), et

aucun-e ne semblait déranger qui que ce soit.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

Bien qu'il faille relativiser la comparaison avec le collège allemand qui est un collège sélectif (il y a trois sortes de collèges en Allemagne : celui des pauvres, celui des moyens et celui des riches et des



enfants de profs – en gros!), il nous faut bien réfléchir aux conditions d'accueil de nos enfants dans le secondaire. Passons sur les actions de « liaison CM2-6e » qui sont ridicules dans la plupart des établissements, c'est bien de l'accueil quotidien qu'il faut se saisir. Et il ne s'agit pas seulement de bien préparer les journées de rentrée de 6e. Et bien sûr, il faut que toute l'équipe décide de ce qui est bon à faire, de ce qu'il est possible de faire tous ensemble, pour le bien des élèves, et dans le respect des conditions de travail de chacun-e. Bien sûr, les précaires de la vie scolaire, de l'accueil, les profs, les CPE et les personnels administratifs et de service doivent s'accorder, s'écouter, se respecter... bref travailler en collègues, d'égal à égal ! Puis imposer à la direction les décisions qu'ils-elles auront prises (en attendant d'abolir les chef-fe-s).

Je pense qu'on a là une clef du bon fonctionnement d'un collège, mais il faudra aussi parler de classes, de cours, de programmes, de punitions, de moyens, de « réformes », de hiérarchie, de cantine, d'évaluations, etc.

À vos plumes (claviers?), à vos rêves !

PASCAL MONCEY
CNT éducation Paris



LA NOUVELLE MASCARADE

CE QUE DIT LA LOI...

ENTR

NOUVELLES MODALITÉS D'ENSEIGNEMENT

Les nouvelles modalités d'enseignement (les enseignements pratiques interdisciplinaires, l'accompagnement personnalisé et le travail en petits groupes) représenteront 20 % du temps des enseignant-e-s, qu'il leur reviendra d'organiser (en conseil pédagogique) en fonction des besoins des élèves. Les nouveaux programmes, plus cohérents, laisseront à chaque enseignant-e plus de souplesse et de temps pour mettre en œuvre des pédagogies plus actives.



CONDITIONS DE TRAVAIL DES ADULTES ET DES ENFANTS

Les équipes pédagogiques et éducatives disposeront d'une réelle capacité d'initiative pour définir qui fera quoi pendant 4 à 5h par semaine, dans le respect des horaires disciplinaires. Chaque établissement disposera d'une réelle autonomie dans cette redéfinition des emplois du temps.



AGGRAVATION DES INÉGALITÉS

La mise en place d'allocation progressive permet d'ores et déjà de « mettre fin à la ghettoïsation des collèges ». Les enseignant-e-s ayant exercé au sein des établissements les plus difficiles de l'éducation prioritaire accéderont aux plus hauts échelons de rémunération. À l'intérieur de chaque établissement, les pouvoirs des coordonnateurs/coordinatrices de discipline, de cycle et de niveau ainsi que des référent-e-s seront renforcés, dans la mesure où les missions de ceux/celles-ci sont désormais reconnues grâce à des indemnités pour missions particulières qui peuvent aller jusqu'à 3 750 euros par an.

Il revient au conseil pédagogique de définir l'accompagnement personnalisé se fera en groupe ou avec l'enseignant en effectif réduit. Aucune heure de travail n'est envisagée pour mettre en place un

Sous prétexte d'autonomie, l'État se déresponsabilise. Comme chaque année, les tensions pour récupérer les heures porteront entre les équipes éducatives qui souhaite éviter un mouvement social et être mises en concurrence, ce qui se fera entre collègues. Il s'agit de la même déresponsabilisation personnalisée au lycée : donner l'initiative, donner les moyens nécessaires, et faire passer de ce dispositif sur les enseignant-e-s. Encombrés des incompris des élèves de lycée, il en résulte que rien n'a été tiré ! Les bahuts entrent dans le cadre non plus nationale. Les heures « manquantes » de 2 ans dans les établissements ECLAIR et la Réussite) - ancien ZEP (Zone d'Éducation Prioritaire) - et peuvent être imaginées la situation pour les enfants. Les cours d'année ! En matière « d'autonomie », les groupes langue sont plus chargés qu'auparavant, aux profs de langue « 3h en groupe » qui ne respecte pas les horaires

Hypocrisie et ironie se manifestent. Les enseignants souffrent et luttent pour conserver les heures des « établissements prioritaires » n'ont pas leur part, leur sont alloués (ZEP, ECLAIR, Réussite) ne suffit pas, d'autant que tous les personnels assistant-e-s d'éducation, auxiliaires, etc. des établissements qui sont déjà surchargés, parfois moins car les calculs se font sur la base de ces établissements perdent des heures par semaine, environ 1h30 retirées aux emplois du temps et donc le temps de cours. Les heures de travail d'autres profs, et ne créent pas d'emplois dans les établissements, mais aussi en leur sein, dans une hiérarchie grâce aux indemnités pour missions particulières (fort à la part modulable des ECLAIR, Réussite, bientôt supprimée). La seule mesure prise, la carte scolaire qui garantissait un accès à l'école, la dernière a accéléré la fuite des élèves des établissements publics « bourgeois » ou des collèges qui sont totalement hors sujet pour r

DE LA RÉFORME DU COLLÈGE

RE LES LIGNES.

que d'organiser le travail interdisciplinaire, personnalisé (qui n'a pas grand-chose de personnalisé au niveau de la classe), de choisir les heures à dispenser et la concertation entre les équipes pédagogiques n'est pas une telle usine à gaz !

de flexibilité, l'État se protège, et chaque établissement fera « comme il veut », mesures disciplinaires dans ce nouveau dispositif se font sur des aspects pédagogiques et non pas sur le gouvernement social collectif. Les disciplines vont tout simplement continuer à ne manquera pas de détériorer les relations sociales. Une stratégie étatique que pour l'accompagnement pédagogique à chacun-e de faire au mieux sans pour autant faire porter la responsabilité de l'échec inéluctable sur les enseignants qui l'ont organisé. Ce dispositif est totalement injuste et sera de même au collège car aucun enseignement ne sera en concurrence car l'éducation devient locale et nationale. Les « matières » sont garanties sur une période de cycle scolaire. L'ÉCLAIR (Écoles, Collèges et Lycées pour l'Ambition Nationale d'Éducation Prioritaire) et nouveau REP (Réseau Éclair) ne peuvent être lissés à la guise des établissements... Les enseignants qui déménagent ou changent de collège en fonction de la « nomination » à moins que ce soit « d'innovation », les enseignants ne peuvent pas choisir de travailler dans une classe et on donne parfois à choisir de travailler en groupe ou 2h30 en demi-groupe », un chantage à la clé.

réduisent ! Des établissements en REP perdent leurs moyens. Chaque nouveau label des établissements fait que réduire leurs nombres et les moyens qui leur sont attribués (REP). La seule favorisation des salaires en REP ne profite pas aux personnels ne la touchent pas (animateurs/animateuses, enseignants de vie scolaire, remplaçant-e-s). Actuellement, les enseignants en REP+ ne perçoivent pas plus, voire moins que ceux qui ne sont pas en REP sur des bases aberrantes. De plus, les élèves de REP souffrent d'un manque d'enseignement car les heures de concertation, les heures de travail des profs, réduisent les heures élèves. Les heures de concertation ne sont pas remplacées par des heures de travail. On maintient également les inégalités entre les établissements avec des inégalités salariales et le renforcement des missions particulières. Celles-ci ressemblent à celles de l'ÉCLAIR en primaire (tellement désorganisatrice que celle qui tendait à éviter la ghettoïsation des ZEP était une école à peu de mixité sociale. Or, la suppression de cette mixité sociale plus élevée vers des collèges privés. Bref, toutes les mesures de cette réforme ne font que répondre au phénomène de « ghettoïsation » !

NOS REVENDICATIONS !

- Commencer par libérer du temps de concertation pour permettre de réelles pratiques de travail en équipe, pour discuter des pédagogies « actives » et les mettre en œuvre selon des modalités choisies par les enseignant-e-s et non pas par le conseil pédagogique qui est présidé par le/la chef d'établissement et dont les membres sont désigné-e-s par lui/elle.
- Créer des postes pour compenser ces temps de concertation.
- Pour vraiment répondre aux besoins des élèves, nous sommes pour une éducation intégrale dans un lycée polytechnique.

- Baisse des effectifs d'élèves dans les classes et pas seulement sur quelques heures dans l'année, recrutement massif de personnels éducatifs, réaffirmation de la liberté pédagogique des enseignant-e-s.
- Les décisions relatives aux nouvelles modalités d'enseignement qui concernent des questions pédagogiques doivent être prises exclusivement par les équipes éducatives et non par le Conseil d'Administration dans lequel le/la chef d'établissement a tout pouvoir (droit de veto).

- Rétablir la carte scolaire.
- Clarifier et augmenter les moyens pour les établissements accueillant les élèves les plus en difficultés.
- Faire profiter plus d'établissements, y compris les lycées pro, de réels dispositifs d'aide.
- Revenir sur la sortie scandaleuse de nombreux établissements de l'éducation prioritaire.
- Revalorisation salariale de tous les personnels.
- Mise en place d'équivalent RASED (Réseaux d'Aides Spécialisées aux Élèves en Difficultés) pour le secondaire.
- Le service public doit revenir à une obligation de moyens : à travail égal, salaire égal. Les moyens dont disposent les REP représentent, pour nous, un minimum qui devrait être pour tou-te-s.

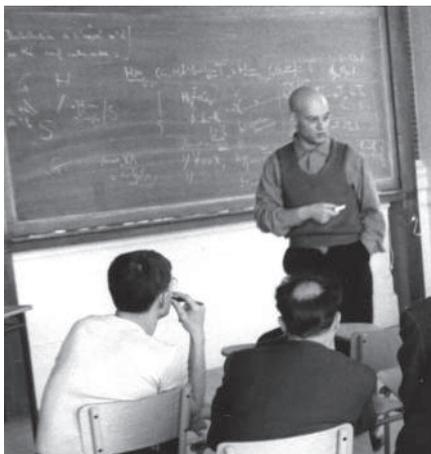
**Fédération des Travailleurs-euses de l'Éducation
de la Confédération Nationale du Travail**

**www.cnt-f.org/fte
fede-educ@cnt-f.org - 07 82 14 98 31**

PETIT HOMMAGE À ALEXANDRE GROTHENDIECK

Après une vie hors du commun, Alexandre Grothendieck est mort fin 2014 à l'âge de 86 ans dans une retraite quasi clandestine. Fils d'un anarchiste juif ukrainien (qui mourra en déportation) et d'une mère allemande également proche des milieux libertaires, ses deux parents se sont engagés pour la révolution espagnole. Enfant, il se retrouve alors seul et pauvre, mais découvre les mathématiques. Très vite, il devient un élève puis un étudiant extrêmement brillant et inventif. Gagné aux idées pacifistes et sensible à l'esprit des luttes de mai 68, il démissionne de l'IHES (institut des hautes études scientifiques) où il enseigne lorsqu'il apprend que des crédits militaires alimentent, même faiblement, le budget de cette institution. Plus tard, il enseigne au Collège de France de façon totalement anticonformiste et découvre alors l'écologie radicale qu'il tente de diffuser à travers la très visionnaire revue (autant que mouvement) *Survivre et vivre*. Il rassemble d'autres scientifiques critiques pour dénoncer la militarisation de la recherche et l'orientation mortifère du progrès scientifique. Par exemple, ces « objecteurs de

recherche » participent activement au mouvement anti-nucléaire de l'époque en s'introduisant le 13 avril 1972 dans l'enceinte du CEA de Saclay dans la trompeuse intention d'animer une conférence-débat sur le thème « Progrès et recherche scientifique ». Ensuite, Grothendieck refuse de nombreux prix prestigieux destinés à récompenser ses recherches en géométrie algébrique. Après une carrière de prof à la fac de Montpellier et une expérience de vie communautaire nourrie de contre-culture et de méditation, il se retire du monde pendant 10 ans pour finir seul sa vie dans le calme d'un petit hameau ariégeois.



Cette vie extraordinaire nous rappelle que l'acte d'enseigner peut être aussi un risque, une brèche, une ouverture radieuse et inattendue face à la stérilité des normes et à la violence des hiérarchies.

MARC

CNT éducation 75



SURVIVRE ET VIVRE

Critique de la science, naissance de l'écologie

Coordonné par Céline Pessis

Ce livre est une anthologie de textes parus dans la revue du même nom. Cette revue éditée au début des années 70 fut parmi les premières à traiter d'écologie politique. Les textes choisis sont précédés par une première partie présentant la revue, les groupes qui l'éditaient et les mettant en perspective avec le contexte historique. Ils sont suivis par un ensemble de textes cherchant à prolonger la réflexion dans les années qui ont suivies. Leur lecture dépasse largement l'intérêt historique car ces textes sont étonnants d'actualité plus de 40 ans après. Ils présentent des grandes questions sur l'écologie qu'ils nous restent à trancher voir à redécouvrir.

Le mouvement est né au sein de la recherche scientifique autour du mathématicien Alexandre Grothendieck et s'est d'abord opposé aux liens entre la science et l'armée avant de développer sa critique de l'intérieur de la recherche en cherchant à socialiser la science tout en critiquant le scientisme perçu comme une nouvelle religion. Dans ces derniers numéros, la revue prend ses distances avec le mouvement écologique en dénonçant ses dérives technocratiques et autoritaires.

FRANCK

CNT éducation santé social 34

Survivre et vivre, Critique de la science, naissance de l'écologie, Coordonné par Céline Pessis, éditions l'échappée, 2014, 480p., 25 €.

ÉCOLE BRICABRAC : APPEL À SOUTIEN !

Une expérience innovante d'espace éducatif libre, démocratique, autogéré.

À Marseille, des parents et éducateurs, lassés d'un service public défaillant et déficient, entreprennent la création d'une structure éducative autonome. Ils ont délibérément choisi de tenter l'aventure de sortie du système étatique d'instruction complètement refermé sur ses routines minimalistes : trier, classer, sélectionner. Se heurtant à une administration soucieuse du seul maintien de son pouvoir bureaucratique, ils font le pari sur ce que l'on peut imaginer comme service public non étatique, faire que l'école devienne autre chose qu'une machine indifférente à ses usagers.

Mais du coup, peut-être beaucoup plus qu'une école : un espace éducatif plus large, plus ouvert, plus riche, intégrant plus d'acteurs. Faire que l'école devienne un lieu commun, construit et géré par ses usagers, et non plus un appareil de monopole confié à des spécialistes au service de l'état.

La logique qui anime le projet nous emmène au-delà de la double expropriation qui permet de réduire le public à un rôle de consommateur passif, par l'appropriation privée, le marché, ou par la gestion étatique, qui assujettit des individus séparés. Et séparés notamment de leur pouvoir de création collective. Inventer un lieu commun est un processus qui vise au-delà de l'habituelle distinction privé/public, opposition finalement factice, pour redonner une capacité d'agir, de réfléchir, de décider, de composer, d'expérimenter des modes relationnels démocratiques, pour TOUS.

« Nous sommes des éducateurs, parents et enseignants. Durant la dernière année scolaire 2013/2014 dans l'école maternelle où les enfants étaient scolarisés, nous avons souhaité nous faire entendre sur la surcharge des classes, le manque d'ATSEM et la réforme des rythmes scolaires. Un certain nombre d'institutionnels nous ont reçus, écoutés, sans résultat.

Fin juin 2014 un choix s'est imposé à nous. Continuer à batailler contre l'immobilisme ou réorienter nos énergies vers la création de notre école ?

Nous avons adopté l'idée d'investir notre temps sur ce qui faisait sens pour nous, une autre école aux

dimensions plus humaines tant sur le plan du nombre d'enfants à accueillir que sur la pédagogie mise en œuvre¹. »

Implantée dans le quartier le plus pauvre de France, quartier populaire abandonné par la Ville², l'association a déjà trouvé son local et son public :



« Notre association a pour but de créer une école à Marseille dans le 3e arrondissement à la fois complémentaire et différente de l'éducation nationale. Elle revendique clairement son engagement dans les pédagogies actives. Nous posons comme postulat qu'un apprenant (enfant, adolescent, adulte) pour s'éduquer doit devenir "acteur" de ses apprentissages¹. »

Et ceci passe par un bouleversement des « fondamentaux » de l'école, toutes les normalisations qui font obstacle aux apprentissages : le dogme de la transmission, la classe d'âge, le programme, l'emploi du temps, les disciplines, l'évaluation, l'enfermement, les notes, etc.

Le collège d'animation du projet est composé d'un enseignant, démissionnaire de l'Éducation nationale, une retraitée de l'Éducation nationale, un travailleur social et une puéricultrice, renforcé d'une dizaine de parents qui s'impliquent pour soutenir la mise en place du projet dès la rentrée 2015. Avec ses faibles moyens financiers, des dons qui permettent juste de régler une année pour le local, mais pas d'assurer de salaire, l'association reconnaît à un an la limitation de l'expérimentation, en pariant que tenir une année permet de tester et valider la fiabilité du projet, et peut-être d'obtenir les fonds nécessaires à la pérennité.

DIDIER

(1) Projet associatif Micro école-Bricabrac, p.6, à consulter sur le site : <http://www.micro-ecole-bricabrac.org/>

(2) cf. Compas études, n°11, janvier 2014.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LA MANIÈRE DE NOUS SOUTENIR

<http://micro-ecole-bricabrac.org/>

Par la poste : Micro école Bricabrac-Espaces éducatifs, Chez Mille Babords, 61 rue Consolat, 13001 Marseille



APERÇU DES RENCONTRES DE PÉDAGOGIES FÉMINISTES EN NON-MIXITÉ

Au cours de cette première quinzaine de juillet, dans une ferme au beau milieu du Gers, une trentaine de femmes, travaillant dans l'éducation ou la formation, se retrouvent le temps d'un week-end pour échanger leurs expériences et leurs pratiques professionnelles. Animatrices, enseignantes (de la maternelle à l'université), assistantes d'éducation, formatrices pour jeunes et adultes, éducatrices, formatrices en auto-défense, toutes ces femmes ont en commun une sensibilité, des pratiques, un militantisme féministe et libertaire.

Après un intense week-end de débats, d'autogestion, d'expérimentation de pratiques et d'outils, sans oublier les AG, les ateliers cuisine et les moments de convivialité, nous avons eu envie de partager ce qui fait la force de l'approche féministe et libertaire, dans l'éducation comme dans tous les espaces de nos vies.

Entre tous les ateliers organisés durant ces deux jours, difficile de faire un choix ! « Corps, sport et genre », « Échange de compétences autour des outils de communication internet », « Ateliers d'écriture », « Prise de conscience des rapports de pouvoir et des mécanismes de domination et d'exclusion », « Pratiques anti-sexistes et anti-racistes : la théorie dans l'action », ateliers auto-gérés de débats et d'échanges de pratiques autour des sujets de nos choix... L'ensemble de ces ateliers est animé par des participantes qui restent continuellement

vigilantes à ne pas se poser en tant qu'expertes des domaines abordés, en assurant un maximum de place aux échanges au sein du groupe.

ENTRE EXPÉRIMENTATION ET ANALYSE

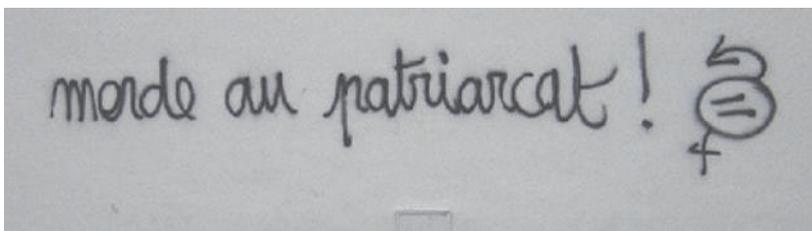
Tous ces ateliers ont en commun d'être au plus proche de la pratique, d'impliquer le corps, de permettre de partager et d'analyser les représentations et les pratiques de chacune. Ceci implique de faire un va-et-vient constant entre son propre vécu et celui des autres, mais aussi d'observer ce que les dynamiques du groupe engendrent, et ainsi de mieux cerner comment se nouent les

rapports de pouvoir – de domination, d'exclusion mais aussi d'empowerment, au sens de développement de sa capacité d'action et compréhension – dans n'importe quel groupe d'élèves ou « d'apprenant.e.s ». C'est aussi une manière efficace pour mieux saisir comment se construit et fonctionne une norme. Or, se mettre ainsi en jeu implique d'accepter de livrer un peu de soi, sur un plan intellectuel mais aussi sur le plan physique et psychologique. C'est riche, mais aussi remuant ! Il n'est donc pas toujours facile d'entrer dans les démarches proposées.

LE JEU ET LE CORPS COMME MÉDIUM

Lors de l'atelier sur les rapports de pouvoir et les mécanismes de domination, par exemple, l'implication se fait crescendo. Nous commençons avec des jeux de déplacement dans l'espace, à différents rythmes, pour ensuite se regrouper en fonction

de critères proposés d'abord par l'animatrice puis par les participantes : couleur de vêtement, taille, style, couleur de la peau... Sur le moment nous explicitons peu les implications des critères. À la fin du jeu, nous prenons le temps d'un retour sur de ce qui vient de se passer et l'intérêt de cette situation, en revenant chacune à son tour sur ce qui nous a plu, déplu, interpellées. L'expérience vécue et la réflexion qui suit nous permettent de relever les dynamiques d'agrégation des groupes, la subjectivité des critères d'évaluation de soi et des autres, ainsi que de mieux appréhender le sentiment d'appartenance ou d'exclusion. Commencer par un engagement corporel



anodin (circulation dans l'espace) permet ainsi d'entrer dans le jeu et de faire vivre plus spontanément des situations complexes, qui auraient sans doute été plus difficiles d'accès par le biais de la réflexion.

« FLOWER POWER »

Dans le même atelier, la découverte du « *flower power* » a bluffé la plupart des présentes. Cet outil, beaucoup plus incisif que le laisse penser son nom, est appliqué dans ce cas-là au groupe des participantes aux rencontres, mais peut être utilisé pour analyser les dynamiques de n'importe quel groupe. Chacune dessine pour elle une fleur dont chaque pétale représente un des facteurs de pouvoir dans le groupe, puis colorie plus ou moins le pétale, pour marquer jusqu'à quel point elle se sent dotée de cette propriété. Ce travail sur ses propres représentations du groupe est un peu déstabilisant, tout en étant très enrichissant, en termes de prise de conscience individuelle, mais aussi au moment de la mise en commun. Chacune annonce à son tour un facteur, jusqu'à ce que tous ceux relevés soient inscrits dans une grande fleur sur le tableau. Les pétales sont plus ou moins colorés en fonction du nombre de participante qui l'a inscrit dans sa propre fleur. Le résultat est saisissant, tant il retranscrit finement les facteurs de pouvoir qui se jouent dans la société : les facteurs classiques et attendus comme l'origine sociale, la couleur de peau, le capital économique et culturel, la profession, mais aussi des éléments plus subtils tels que l'humour, la capacité à s'exprimer oralement, l'orientation sexuelle, le nombre de relations dans le groupe...

UNE NON-MIXITÉ PROPICE

Une autre caractéristique propre à ces rencontres, qui rend possible cette prise de risque du partage de ses représentations avec autrui, c'est la mise en œuvre d'un cadre explicite et d'un climat exceptionnel de respect mutuel, d'attention bienveillante à chacune, de volonté de permettre à toutes de s'exprimer dans des conditions sereines et propices. Un cadre qu'on a bien souvent du mal à installer ou à maintenir dans nos classes et dans nos rencontres militantes. La non-mixité, en tant qu'outil politique et explicité, en est sans doute le meilleur

terreau. Pas besoin, en effet, de rediscuter pendant des heures des bases de ces rencontres. Le souci et le respect de l'autre, la profonde solidarité issue de la proximité des expériences vécues et des convictions, ainsi que la volonté commune de désamorcer les logiques de domination sont en effet des conditions essentielles pour vivre pleinement les moments et les outils partagés. Un cadre précieux, donc, pour expérimenter ces ressources et discuter à cœur ouvert de leur intérêt, leurs limites, leur diffusion dans d'autres contextes.

DES EXPÉRIENCES À POURSUIVE

Face aux offensives réactionnaires (« journées de retrait », abandon de l'ABCD de l'égalité...), face aux orientations racistes de certaines prises de positions féministes (réaction anti-voile, anti-musulman.e.s...), face à la pérennité de pratiques pédagogiques réitérant les stéréotypes sexistes (manuels scolaires, orientation dans les filières professionnelles...), c'est à nous – militant.e.s féministes et libertaires – qu'il appartient de s'armer pour y répondre et de construire ensemble d'autres voies émancipatrices. C'est à nous, par le biais de ce type de rencontre (en mixité ou non), qu'il appartient d'interroger et de transformer nos propres pratiques, de créer des alternatives dans nos vies, nos établissements, nos classes, nos organisations politiques et continuer ensemble à réaliser nos utopies.

ÉLISE ET LÉO

CNT éducation Paris

Cadre proposé par les organisatrices dans le texte d'inscription aux journées :

« Nous proposons deux jours d'échanges de pratiques dans un cadre prenant en compte la diversité de nos expériences et de nos parcours, selon les quelques principes suivants :

- bienveillance,
- non jugement,
- respect de la parole de chacunE,
- point de vue situé (parler à partir de son vécu sans adopter une position d'experte)
- Notre objectif est de permettre à chacunE de se sentir à l'aise pour débattre, échanger ou exprimer des désaccords. »



SPORT, JEU OU ACTIVITÉ PHYSIQUE ?

L'idéologie compétitive colonise si efficacement les mentalités qu'il nous semble important de ne pas confondre par le même mot des pratiques différentes. Est-il nécessaire de rappeler dans ces colonnes que les mots du pouvoir ne sont pas neutres, qu'ils ont une fonction politique, et que pour nous émanciper, il faut aussi s'occuper du pouvoir des mots ?

Si l'on nomme aujourd'hui « sport » presque toute activité physique, l'étude historique montre que ce système institutionnalisé de pratiques compétitives est une forme particulière et datée, récente, de culture physique, qui a peu à peu colonisé le monde, grâce à l'expansion de l'industrialisation, du capitalisme (qu'il fût privé ou d'État), et à la progression des idées libérales (aux deux sens du terme). Après avoir signifié longtemps « activité de détente », il a glissé vers un autre sens au XIXe et au XXe siècle, lorsque la bourgeoisie anglaise a développé de nouvelles normes socio-politiques. Le moment fondateur est traditionnellement situé au collège de Rugby, au milieu du XIXe siècle. Face au déchaînement des étudiants qui jouaient à la soule, le directeur, ne pouvant l'empêcher, réussit cependant à le cadrer, le limiter, le rationaliser. On forme des équipes stables, alors que chacun était libre de rentrer ou sortir du jeu, voire de changer d'équipe. On trace des limites de terrain qui n'existaient pas. On fixe des horaires, un calendrier. On met des uniformes : les maillots. Liberté surveillée.

J.-M. Brohm parle d'un processus de sportivisation, selon lequel « le sport de compétition refoule toutes les pratiques corporelles autochtones et traditionnelles ». C'est pourquoi nous ne confondons pas les mots « jeu », « activité physique » et « sport », qui représentent des pratiques bien différentes. Les « histoires du sport » qui établissent une filiation entre le sport actuel et les jeux de l'Antiquité, du

Moyen-Âge ou de la Renaissance veulent faire croire que l'histoire de l'humanité devait nécessairement aboutir à notre culture occidentale. L'objectif, conscient ou non, est de présenter la compétition et l'affrontement comme l'aboutissement logique de toute activité physique.

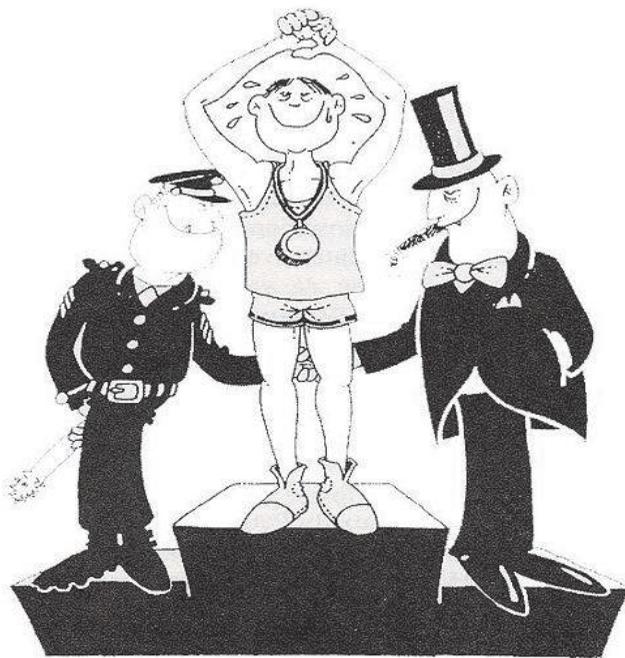
UNE IDÉOLOGIE DE RENDEMENT

Or le sport n'est ni éternel ni universel. Pratique sociale datée et étroitement déterminée par la bourgeoisie anglaise du XIXe siècle et le capitalisme industriel, il en reproduit et propage les principales valeurs :

- Le souci constant de la mesure et du rendement tend à effacer systématiquement une certaine idée du jeu libre et gratuit ainsi que les comportements jugés inefficaces.
- L'idéologie du progrès, qui en est le corollaire, voudrait nous faire croire que courir plus vite, se propulser plus et plus fort, améliore l'individu et le genre humain.
- La compétition et l'élimination des faibles est « la dure Loi du sport », celle du plus fort. La tricherie et la violence, à condition de ne pas se faire prendre (cela s'apprend dans les clubs), en sont les instruments privilégiés.

cherie et la violence, à condition de ne pas se faire prendre (cela s'apprend dans les clubs), en sont les instruments privilégiés.

- La hiérarchie devient légitime. « Que le meilleur gagne » ne précise pas ce que devient le moins bon, ni que les meilleurs sont en fait toujours les mêmes parce qu'ils ont les moyens de le rester.
- La prétendue supériorité de l'homme sur la femme y est entérinée alors que de nombreuses activités



physiques, artistiques, d'entretien ou des jeux traditionnels prouvent le contraire et permettent de témoigner de la plus grande richesse de la mixité.

Champ et enjeu de la lutte entre les groupes sociaux, le sport est une idéologie qui réussit à confondre en son giron toutes les activités physiques. Ses valeurs s'imposent comme naturelles, alors qu'elles ne le sont pas. L'Institution sportive disqualifie ainsi toute pensée critique à son égard. L'Union Sacrée qui s'impose chaque année à l'occasion de Coupes du monde ou des Jeux Olympiques le prouve. Des millions d'êtres humains dans le monde étaient, de par leur culture ou leurs conditions de vie précaires, totalement en dehors d'un tel spectacle marchand. Ils le sont de moins en moins. Des sommes folles sont investies pour les y intégrer, alors que la pauvreté, la faim et la maladie gagnent toujours plus de terrain dans le monde.

À l'inverse, pour nous, le jeu, c'est l'activité physique libre, dont les règles et les limites sont fixées par les joueurs eux-mêmes. Le plaisir en est le principal but. Le corps ludique est débridé, potentiellement incontrôlable, libertaire, donc. On peut considérer que l'activité physique d'entretien en découle, tant qu'elle ne se fixe pas des objectifs de « dépassement de soi ou des autres ». Car on rentrerait alors dans le domaine du sport, dont l'essence est la mesure, le record, le rendement, la concurrence.

LE CORPS COMME UN CAPITAL

Ces mots, qui vous font penser au capitalisme, ne sont pas innocents. Comme on l'a vu, le sport est né dans la matrice du capitalisme industriel de l'Angleterre victorienne. Il est fortement emprunt de puritanisme anglican. Il en a la même logique. Si le

Parti Communiste a ensuite formulé le mythe d'un sport populaire qu'il fallait arracher à la bourgeoisie, c'est qu'il répétait le credo du Komintern. Dans ce domaine aussi, le bloc soviétique a cherché à dépasser le capitalisme occidental en l'imitant. Il a, là aussi, réussi à faire pire.

Le sport est le versant corporel du capitalisme, qu'il soit privé ou d'État. On parle couramment, aujourd'hui, de gérer son capital physique. Nous pourrions dire que le corps sportif est un capital qu'il faut savoir gérer méthodiquement, et sans relâche. D'une part, le dépassement de soi est l'analogie du capital se reproduisant lui-même grâce au travail. Sauf qu'ici, le capital et le travail sont fournis par la même personne. Le sportif est un capitaliste qui s'exploite lui-même, en quelque sorte. D'autre part, ce capital physique ne se reproduit que par un processus constant d'organisation et de réorganisation rationnelle. On voit poindre ici l'idée du taylorisme qui débusquera sans cesse le moindre temps mort, la moindre perte de temps. Même le repos, dans cet univers est une donnée quantitative à contrôler. Ainsi le sport est-il bien délimité, dans le temps et dans l'espace, pour qu'il ne serve qu'à la reproduction de la force de travail, dont ont besoin les capitalistes.

Le sport, tel que nous l'avons défini ici, est donc une ascèse car il présuppose l'organisation rationnelle de l'ensemble de la vie, tendue vers un seul but : la victoire. En deçà de ce but et de cette volonté, nous retombons dans la sphère du jeu.

GROUCHOS

<http://www.grouchos.org/>

<http://le-sport.over-blog.org/>



NON AUX JO 2024 À PARIS

Sous la pression de l'Élysée, la mairie de Paris a décidé de poser sa candidature aux Jeux Olympiques de 2024. En accord avec sa résolution de s'opposer aux grands événements sportifs, la CNT appelle à s'organiser pour contester cette candidature. Non à la gabegie financière au profit des bétonneurs, non au chauvinisme cocardier, non à la glorification de la compétition.

<http://www.cnt-f.org/jo-2024-non-a-la-candidature-parisienne.html>



ACHRONIQUE PUNKE

C'est absurde de faire une chronique punke. Cela veut dire prévoir qu'à chaque parution, il y ait un texte. Et donc pour cela prévoir dans le futur(e)...

Si le punk est mort dès ses débuts, c'est justement parce qu'il ne pensait pas le futur(e). Il se voulait ici et maintenant, et c'est tout. Donc en faire son histoire, c'est le tuer une deuxième fois. Nous nous contenterons donc d'évoquer certaines chansons qui font écho au thème de cette revue : l'éducation.

Une chanson des Bérus donc. Groupe incontournable du mouvement punk en France, plusieurs de leurs chansons sont encore régulièrement chantées en concert ou en manif. L'ensemble de leur répertoire peut être vu comme une œuvre d'éducation. Chansons antifascistes, chansons sur les problèmes sociaux, en particulier des jeunes, chansons racontant l'histoire des vaincus.

Nous ne discuterons pas du caractère plus ou moins libertaire des Bérus et de leurs textes, ni de leur rapport parfois compliqué avec la République. Ce n'est certainement pas un prof de l'éducation nationale qui va faire la leçon. Et puis cette question est largement abordée dans d'autres ouvrages depuis trente ans.

Non, juste cette chanson qui proclame l'empire de Tomato-Ketchup. Pays fictif comme celui du Manège enchanté de Pollux, ce sont les enfants qui font la loi. Et même, c'est l'État de l'enfant-roi qui est proclamé. Merveilleuse absurdité pour un mouvement libertaire mais qui évidemment sera renversée dès la fin de la chanson (dans sa version 2).

« LA PEINE CAPITALE POUR L'SURVEILLANT GÉNÉRAL »

Entre temps, une savoureuse description de l'école républicaine faite par des sales gosses. Outrancière, elle n'en est pas moins pertinente. Tout d'abord, un refus des punitions qui apparaissent toujours, et forcément, injustes. Ce sont donc les fayots qui ont des heures de colle et non les cancre. Et les adultes qui vont au coin, au cachot, aux travaux forcés, etc. Là aussi, le retournement est surtout une farce. Ce n'est pas en punissant les punisseurs qu'on fait avancer grand chose, en revanche on peut avoir plaisir à les voir courir comme « des lapins débiles ».

On peut noter quand même que les adultes des écoles ne sont pas désignés de manière complètement générale. Soit ils représentent une autorité (protals, dirlos, etc.), soit ils sont profs avec un tirt quelque chose (dictateur, matraqueur). On peut supposer que même les punks ont rencontré dans leur carrière scolaire un prof qui leur a fait vivre une année un peu moins infernale que d'habitude.

« EN COURANT TOUT NU DANS TOUTES LES RUES »

Ensuite, une revendication de libération sexuelle. Nous sommes en 1986. Cela ne fait que quatre ans que l'homosexualité n'est plus reconnue comme une maladie. Mais le SIDA est là comme un retour de bâton de « l'Ordre moral ». Et si la « révolution sexuelle » a eu l'air de se réaliser chez les adultes, elle reste bien frileuse chez les « enfants ». La notion d'enfant est prise au sens large. « Les p'tits garçons et les femmes » sont englobés dans ces enfants. Avec une maladresse sur l'égalité de genre, c'est les uns qui peuvent en avoir plusieurs.

Mais les unes peuvent prendre la décision de « divorcer », ce qui n'était pas forcément une évidence à l'époque.

Sur la sexualité, il y a une claire distinction entre enfant et adulte, entre mineur et majeur ou encore entre maître et élève. C'est bien les enfants qui font ce qu'ils veulent de leur propre sexualité. Et les adultes qui s'en mêlent sont des violeurs qu'on range avec le satyre du lycée à qui on coupe « le zizi ». Et enfin, on peut courir tout nu dans les rues, débarrassées des oripeaux du vieux monde et avoir « le drapeau noir au vent ».

« LE SCOTCH SUR LA BOUCHE ET LES MAINS LIÉES »

Pour finir, sur les rapports enfant-adulte, la



dénonciation de la maltraitance des enfants. Une dénonciation des enfants mis au placard au sens strict du terme. Et ici, cette maltraitance apparaît comme une continuation, dans l'extrême (ou pas), de la maltraitance subie à l'école. Les Bérus en parlent dans d'autres chansons (par exemple dans « Conte cruel de la jeunesse »). Mais cette incise reste courte dans une chanson qui revendique de son introduction à sa conclusion son caractère potache et guignolesque.

Pour finir, et comme nous sommes forcément

subjectifs, nous nous souviendrons que cette chanson entama le concert au Zénith de Paris. Concert important de par son nombre de participants (sur scène et dans la salle) et de part son prix qui était deux à trois fois moins important que les concerts de l'époque dans cette salle. Et puis, je n'ai pas oublié ce lancement de pogo gigantesque à mille ou deux mille « punks ». Après tout la musique est aussi importante dans les souvenirs qu'elle évoque.

SOUPUNK

D'autres infos sur beruriernoir.fr

L'EMPEREUR TOMATO-KETCHUP

Avis à la population !

Au pays de l'empereur Tomato-Ketchup,

Les enfants sont rois et ils font la loi !

Tournicoti, tournicoton...

C'est l'année zéro de la Rébellion.

L'heure de la révolte a enfin sonné...

L'État de l'enfant-roi est partout proclamé !!!

Uno, due, trè, quatro

Palam palam... la chorale de l'Agitation

Les travaux forcés pour les profs-dictateurs

La prison à vie pour les profs-matrateurs

La peine capitale pour l'surveillant général

Et la démission de tous les protals

Cent jours de cachot pour tous les dirlos

Des tas d'heures de colle pour les petits fayots

Partout dans les villes, les gamins poursuivent...

Les adultes qui courent comme des lapins débiles !

Palam palam... la chorale des Mômes

Tous les p'tits garçons pourront disposer

De plusieurs femmes pour se faire aimer

Et toutes les filles pourront se marier

À qui leur plaira et pourront même divorcer

Les adultes violeurs seront pendus par les couilles !

Les tontons-flingueurs seront réduits en nouilles

Les concierges-râleurs on en fra des citrouilles

Les écoles-casernes de la ratatouille !!!

Palam palam... la chorale de la Jeunesse Rebelle

Alors les adultes, il faut bien vous tenir

La colère des gosses est vraiment terrible

Alors les adultes, il faudra être sages

Si vous voulez pas vous r'trouver en cage

Mais combien y a-t-il d'enfants tout ligotés

Le scotch sur la bouche et les mains liées ?

Mais combien y a-t-il d'enfants enfermés ?

Et dans les placards, ils crient dans le Noir !!!

Palam palam... la chorale des Enfants-Soldats

Les enfants sont armés et sont bien décidés

À zigouiller toutes les autorités

À couper l'zizi du satyre du lycée

À faire ce qu'ils veulent d'leur sexualité

Et à découvrir toutes les portes du plaisir

Des tas d'gribouillies sur le mur de l'Empire

En courant tout nu dans toutes les rues

Drapeau noir au vent en criant « En avant »

Palam palam... la chorale de l'Insoumission

Viva la Revolución ! Avanti popolo ! Hasta la Victoria !

El pueblo unido jamas será vencido ! Hay viva

Carambar !

Hay viva Malabar ! Haribo Chamalow, hasta la Victoria !

General Alcazar, quando se come aqui ! Comé sé caca

pipi !

... Olé, olé, olé !!!...

Avis à la population !

Le petit empereur Tomato-Ketchup

Sera exécuté, et c'est pas du bluff...

Pour avoir abusé de pouvoirs tyranniques,

Il sera pendu sur la place publique !

Aujourd'hui l'An 1 de la Révolution...

Acclamons bien fort le Camarade...

Cornichon !!!

Paroles des Béruriers noirs



LECTURE PARESSEUSE DE ZIO ALDO

J'aime bien flâner dans l'ancre de ma librairie favorite de mon petit bled rural envahi par les citadins en cette période estivale. Mon regard parcourt goulûment les couvertures, l'illustration, le titre ou l'auteur, peu importe l'ordre. Je soupèse chaque ouvrage repéré. Paresseux de nature, il ne s'agit pas de m'encombrer de pages inutiles : small is beautiful. J'en tiens un : *Le pédagogue n'aime pas les enfants*. Je m'en doutais un peu. L'auteur de cet opuscule édité par les Éditions Mille et une nuits sous le numéro 597 (janvier 2012) est un certain Henri Roorda. La quatrième de couverture m'apprend qu'il était suisse, né en 1870, professeur de mathématiques, chroniqueur et philosophe enjoué à ses heures, qu'il était disciple de l'anarchiste humanitaire Élisée Reclus (lui, je connais). Ce pamphlet a été publié en 1917. Après quelques jours, nécessaires pour apprivoiser le livre, le porter à bonne température pour qu'il s'ouvre de lui-même pour mieux le pénétrer, s'en imprégner, je le dévore au frais et à l'ombre dans mon hamac en deux ou trois heures trop vite passées.

Cet écrit a gardé toute sa fraîcheur et son actualité, hélas ! Heureusement que « quelles qu'aient été les fautes commises par nos éducateurs, nous n'en sommes pas morts. Nous sommes encore là... Et ça, c'est énorme ! » Henri Roorda avertit le lecteur, il prend des précautions, renonce à apporter *la vérité* ! Il se propose d'exprimer son sentiment qui le conduit à dire du mal de l'école d'aujourd'hui (celle de 1917 que nous connaissons toujours cent ans plus tard). « Le pédagogue n'aime pas les enfants. Il ne les aime pas assez, puisqu'il ne proteste pas contre le régime scolaire auquel ils sont soumis. » Il va alors développer son propos sur l'école primaire et

secondaire, qu'il appelle simplement l'école, la première avant l'école spéciale ou professionnelle. Des thèmes toujours d'actualité, en période de réforme du collège, sont abordés : place et rôle de l'enseignant, programmes et contenus, manuels, l'ordre immuable et pressé de l'école, les interrogations, la notation et en face, l'élève, le collégien. En conclusion, Henri Roorda propose quelques pistes pour une école meilleure, sans dogmatisme, en imaginant même des objections qui pourraient lui être faites. Alors que paraît-il, les idéaux se meurent, j'apprécie d'autant un passage des dernières lignes : « Le rôle de l'école est d'entretenir l'idéalisme dans l'âme humaine, et, dans ce sens son action ne peut être que révolutionnaire ». Écho à deux slogans que nous avons à la CNT : « Éduquer pour émanciper », « Instruire pour révolter ». Un livre s'inscrivant dans la tradition libertaire et anarchiste, un regard sur l'école, les enseignants, les pédagogues, nos collègues, parfois encore nous-même, que je conseille de lire aux paresseux

en vacances, en période de rentrée, en période de doute... et qui me plonge dans des réflexions à propos de la pédagogie et du pédagogue (d'inspiration Freinet dans mon cas). Plus de cent ans après, nous mettons toujours en avant l'Émancipation comme projet, mais comme le note Éric Dussert dans la postface, « selon deux conceptions opposées : l'anarchisme et le courant républicain. C'est que selon l'un, l'enfant n'appartient pas à l'État (ni à Dieu, ni à sa famille), quand l'autre déclare qu'il appartient à la nation. » (à suivre, peut-être...).

ZIO ALDO

Le pédagogue n'aime pas les enfants, Henri Roorda, Mille et une nuits, 2012.

L'insurrection finale



Quatre ouvrages parus aux éditions de La fabrique méritent notre attention : *L'insurrection qui vient*, *Premières mesures révolutionnaires*, *À nos amis* et *La dynamique de la révolte*. Les auteurs sont connus ou invisibles, l'éditeur, lui, Éric Hazan pourrait en être le pair conducteur. Ces livres nous invitent à revisiter les révolutions passées, à discuter de celles en cours et à préparer les prochaines ; en faisant très attention à ne pas faire table rase de nos erreurs. C'est là le mérite de ces quatre contributions « afin de devenir ingouvernables et, surtout, de le rester (...) faire en sorte qu'au lendemain de l'insurrection la situation ne se referme pas, que la liberté retrouvée s'étende au lieu de régresser fatalement ».

Pour cela, Les Invisibles ne proposent pas de « programme » mais observent, affirment, s'engagent. Premiers constats : « les insurrections sont venues » (en Tunisie, Turquie, Brésil...) et l'homme occidental est la catastrophe ! Le pouvoir crée le vide et la « démocratie, c'est le gouvernement à l'état pur. » Autant donc ne pas se

précipiter à former un gouvernement provisoire... mais s'attacher à prendre le pouvoir là où il est, « dans les infrastructures » ou les flux et tout bloquer.

S'organiser sans organisation, en agrégeant toutes les compétences, en articulant « tous les mondes et toutes les techniques » : « Qui sait faire fonctionner un système sait aussi le saboter efficacement ». C'est l'absence « de perspectives révolutionnaires qui affaiblit les luttes ».

« Un mouvement qui exige a toujours le dessous face à une force qui agit »

L'insurrection qui vient, Comité invisible, Paris, La fabrique, 2007, 128p., 7 €.

Premières mesures révolutionnaires, Eric Hazan et Kamo, Paris, La fabrique, 2013, 116p., 8 €.

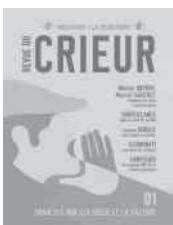
À nos amis, Comité invisible, Paris, La fabrique, 2014, 250p., 10 €.

La dynamique de la révolte, Sur des insurrections passées et d'autres à venir, Eric Hazan, Paris, La fabrique, 2015, 140p., 10 €.



A.D.

La revue du Crieur



Médiapart et les éditions La Découverte se sont associées pour lancer une revue papier consacrée « aux idées et à la culture » : *La revue du Crieur*. Le numéro 1 est paru en mai dernier. Au sommaire : quelques « portraits » au vitriol de Marcel Gauchet ou Michel Onfray ; des contributions sur « Google et la presse : la raison du plus fort » ou Youtube : « L'imaginaire sous contrôle »...

L'article de l'historien Enzo Traverso, « Spectre du fascisme », suffit à l'achat de cette revue à la maquette sobre et aux accroches pertinentes.

Enzo Traverso dénonce l'utilisation abusive du terme de « fascisme » pour justifier, par exemple, les politiques

sécuritaires et tente une définition précise de ce « postfascisme » débarrassé selon lui de « ses idéaux révolutionnaires » et bien plus qu'antisémite, violemment islamophobe. Le fascisme d'aujourd'hui n'est pas celui des années 30 en Europe. Il y a certes une continuité, mais il s'est transformé et là est le plus grand danger.

Constat amer : « vu dans une perspective historique, le postfascisme est une conséquence de la défaite des révolutions du XX^e siècle et de l'éclipse du mouvement ouvrier ».

La revue du Crieur, numéro 1, juin 2015, Mediapart et La Découverte, 160p. 15€.

A.D.



Mustang



Mustang est un film d'une force peu commune. Sans esbroufe ni leçon de morale, les actrices incarnent avec une sincérité et une puissance rares cinq sœurs, cloîtrées dans la maison familiale pour avoir été trop amicales avec des garçons de leur âge. La liberté et la vitalité, des corps comme des paroles, de ces toutes jeunes femmes fait tache dans le cadre traditionnel de leur village. Le film monte lentement en puissance, la résistance des gamines, mêlant

ingéniosité et désespoir, s'amplifie au fur et à mesure que se resserre le carcan et le destin sclérosé que leur imposent leur famille et leur milieu. Chacune se défend comme elle le peut face aux entailles à leur intégrité et leur liberté. Entre fausse résignation, auto-destruction et riposte culottée, la réalisatrice et les jeunes actrices font vivre de façon subtile et bouleversante la palette des stratégies de résistance de toutes les femmes du monde face à l'oppression patriarcale.

Mustang, Deniz Gamze Ergüven, 2015, 97 min.

ÉLISE

CNT éducation 75

Vice Versa (Inside Out)



Le studio Pixar-Disney nous livre cet été un surprenant film d'animation, aussi simple qu'audacieux. *Vice Versa* réussit à évoquer avec finesse le fonctionnement pourtant assez opaque de la mémoire et des émotions humaines. Joy, le personnage qui incarne la joie, nous introduit dès le départ dans la tête de Riley, une petite fille en pleine croissance, dans laquelle se déroule l'essentiel de l'intrigue. Au fil des expériences, joyeuses ou plus sombres de Riley, Joy et ses quatre

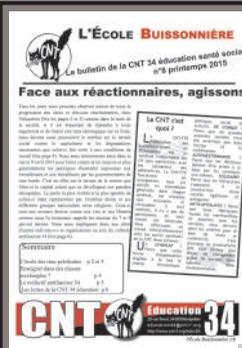
comparses, Tristesse, Colère, Peur et Dégoût sont amenées à explorer d'étranges contrées tels que le labyrinthe de la mémoire à long terme, le pays de l'imaginaire, le gouffre de l'oubli. Le mélange de précision, de créativité et d'humour utilisé pour décrire les mécanismes et fonctions cérébrales fait mouche et permet aux enfants et adultes de mieux comprendre comment tout cela évolue au cours du développement de Riley. S'il est frustrant que les scénaristes et réalisateurs n'aient pas poussé plus loin la subversion des stéréotypes sexuels, le film peut donner à toutes et tous des outils pour mieux comprendre ce qui se passe dans la tête de chacun.e.

Vice Versa/ Inside Out, Pete Docter et Ronaldo Del Carmen, 2015, 94 min.

ÉLISE

CNT éducation 75

BULLETINS DE LA CNT ÉDUCATION



L'ÉCOLE BUISSONNIÈRE
Le bulletin de la CNT 34 éducation santé social n°3 printemps 2015

Face aux réactionnaires, agissons

la CNT c'est quoi ?

CONTACTS :
20 rue terral,
34000 Montpellier
education34@cnt-f.org

www.cnt-f.org/educ34



Cahier noir du trente-cinq
Bulletin de la CNT éducation 35

CONTACTS :
CNT STE 35
BP 30423
35004 Rennes Cedex
ste35@cnt-f.org
Tel : 02 99 53 32 22



ZÉRO DE CONDUITE
L'ÉTAT DÉTRUIT TOUT...

Zéro de conduite
Bulletin de la CNT éducation 75

CONTACTS :
33 rue des Vignoles,
75020 Paris
educ.rp@cnt-f.org
06 08 80 78 86
inscription à la liste d'infos :
infoszdc-owner@cnt-f.org



Fond de classe
Bulletin de la CNT éducation 57

CONTACTS :
5 place des charrons
57000 Metz
educ57@cnt-f.org
Tel : 03 54 44 59 78
www.cnt-f.org/ud57



LE DÉS AUTORISANT
2300 ans de réautorisation

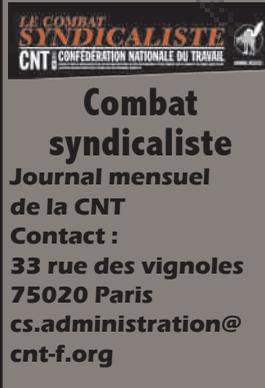
Le Désautorisant
Bulletin antiautoritaire - Nanterre

CONTACTS :
Local C50,
Université Paris Ouest Nanterre
200, avenue de la République
92001 Nanterre
ledesautorisant@gmail.com
Tel : 06 95 43 31 74



Tartagueule à la récré
Bulletin de la CNT éducation 69

CONTACTS :
Palais du Travail
9 place Lazare Goujon
69100 Villeurbanne
educ69@cnt-f.org
Tel : 07 81 34 21 49



LE COMBAT SYNDICALISTE
CNT - CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Combat syndicaliste
Journal mensuel de la CNT

Contact :
33 rue des vignoles
75020 Paris
cs.administration@cnt-f.org



CLASSES EN LUTTE
Bulletin fédéral de la CNT éducation

CONTACTS :
www.cnt-f.org/fte
fede-educ@cnt-f.org
06 26 50 01 36
Inscription à la liste de diffusion :
classesenlutte-owner@cnt-f.org



QUESTIONS de Classe(s)
Revue et site alternatif d'éducation, de lutte et de pédagogie

CONTACTS :
www.questions-declasses.org/
admin@questions-declasses.org